

	Page
Présentation	2
Problématique	4
Première conclusion, sur la période qui précède 1689	11
Conclusion générale	14
Table des matières	22

### Résumé

En Lorraine orientale, le réseau urbain a été longtemps peu hiérarchisé. Ce travail analyse en détail le devenir, sur deux siècles, d'une ville en régression, dans un réseau en voie de hiérarchisation. Cette ville était initialement assez bien placée pour devenir une petite capitale régionale. La perte des fonctions centrales distribuées depuis l'extérieur (Nancy, en 1698 et 1751 puis Paris en 1790) a entraîné un affaiblissement du marché financier local, au début de la révolution industrielle, ce qui a empêché l'artisanat local déjà peu spécialisé de participer pleinement à ce dynamisme, de sorte que, dès 1840-1850, l'émigration l'a emporté sur l'immigration et la ville s'est progressivement réduite à n'être plus qu'un chef lieu de canton où l'agriculture tenait une grande place, atteinte au surplus par la maladie de la pomme de terre. Thèmes principaux abordés : 1 Reconstitution de l'évolution de la population, de son mouvement naturel et migratoire. 2 Evolution du réseau urbain de Lorraine allemande du XVIIème au XIXème siècle, dans son rapport à la distribution des lieux centraux. 3 Analyse de l'importance de l'agriculture dans une petite ville, à la charnière des époques moderne et contemporaine. 4 Analyse de l'évolution de l'artisanat, des confréries professionnelles et des tentatives de développement industriel (nombreux échecs). 5 Analyse du commerce local, du marché du blé et de la convergence progressive des prix locaux avec les prix nationaux. 6 Analyse du marché financier d'une petite ville à cette époque.

Denis SCHNEIDER

### SAINT-AVOLD

aux XVIIIème et XIXème siècles (1686 à 1870/90)

Croissance et stagnation d'une petite ville des confins germaniques

Thèse de doctorat, 1993/1998

Université de Metz

UFR Lettres

Jury :

**H.W. Herrmann**, professeur émérite à l'université de la Sarre, rapporteur,  
**J.P. Lehnert**, professeur au centre universitaire de Luxembourg, rapporteur,  
**G. Michaux**, maître de conférences à l'université de Metz,  
**A. Wahl**, professeur à l'université de Metz, directeur de thèse.

1998

## Présentation

En France, de très nombreuses petites villes qui ont eu un certain renom et un certain développement au Moyen Age ou durant les temps modernes, se sont ensuite atrophiées au cours de la réorganisation territoriale qui accompagna la Révolution Française d'abord, puis les révolutions industrielles durant les deux derniers siècles.

St-Avold fait partie de celles qui ont eu leur chance de développement, tout en restant une petite ville et tout en étant passée par une longue phase de stagnation-régression, avant son épanouissement contemporain.

Bien peu nombreuses sont, à vrai dire, les villes que leur développement a fait changer de catégorie, comme le montre la statistique suivante.

### Evolution des villes de France entre 1800 et 1975<sup>1</sup>

Evolution	Indice final	Petites villes <sup>2</sup>	Villes moyennes	Préfectures
Nombre réel de cas observés		349	49	23
Décroissance	19 à 99,5	34 %	6 %	0
Du maintien au doublement	100 à 199,9	43 %	37 %	0
Du doublement au quintuplement	200 à 499	20 %	45 %	52 %
Croissance encore supérieure	507 à 7156	3 %	12 %	48 %

### Structure du système urbain français de 1800 à 1975

	( ¼ des villes de France)	- de 1000	1000 à 1999	2000 à 3999	4000 à 4999	5000 à 9999	10.000 à 29.999	30.000 à 49.999	50.000 et plus
1800	petites villes	6	118	201	24				
	villes moy					43	6		
	préfectures			1		7	11	4	
1975	petites villes	17	83	131	43	60	15		
	villes moy			3	0	10	26	7	3
	préfectures						4	5	14

Or, durant cette époque, la population totale du pays a à peu près doublé. Par conséquent, toutes les villes qui ont moins que doublé (les 3/4 des petites villes notamment) ont perdu en proportion de l'ensemble.

Aussi, St-Avold, qui est passée de 2700 habitants en 1800 à 17.890 en 1975 (multiplication par 6), est-elle finalement une ville plutôt « chanceuse », c'est-à-dire une ville qui a bénéficié et bénéficie encore globalement depuis plus ou moins dix siècles, de conditions d'ensemble favorables.

<sup>1</sup> Nos chiffres sont tirés des volumes consacrés aux Paroisses et communes de France (éditions du CNRS). Ils reprennent les populations communales de toutes les villes de 23 départements métropolitains, ce qui représente un sondage au quart, représentatif des quatre coins de l'hexagone (nord-est, ...). Donc, en multipliant par 4 les chiffres absolus présentés ici, on trouve à peu près le nombre total des villes françaises. Nous excluons ici les actuelles villes de banlieues qui furent pour la plupart des villages durant tout le XIX<sup>ème</sup> siècle et ne sont devenus au XX<sup>ème</sup> siècle que des quartiers incorporés à des agglomérations dont le centre est ailleurs.

<sup>2</sup> Celles de moins de 5000 habitants en 1800.

Mais cette étude se penche sur une époque où la ville était nettement en perte de vitesse et nous avons tenté de résoudre ici la question des causes de cette stagnation-régression après en avoir démontré l'existence, en décrivant la substance de l'évolution démographique et économique de la ville rapportée à son environnement.

### Evolution des villes de France entre 1800 et 1975

Evolution	Indice final	Petites villes	Villes moyennes	Préfectures
Nombre réel de cas observés		349	49	23
Décroissance	19 à 99,5	118	3	0
Du maintien au doublement	100 à 199,9	150	18	0
Du doublement au quintuplement	200 à 499	71	22	12
Croissance encore supérieure	507 à 7156	10	6	11

### Structure du système urbain français de 1800 à 1975

		- de 1000	1000 à 1999	2000 à 3999	4000 à 4999	5000 à 9999	10.000 à 29.999	30.000 à 49.999	50.000 et plus
1800	petites villes	6	118	201	24				
	vil. moy					43	6		
	préfectures			1		7	11	4	
1975	petites villes	17	83	131	43	60	15		
	vil. moy			3	0	10	26	7	3
	préfectures						4	5	14

### Tableau de conversion des unités de mesure locales

	<i>Mesure locale</i>	<i>Mesure de référence</i> <sup>3</sup>
Argent :	1 franc barrois	8 sous, 6 deniers 6/7 de Lorraine
	7 frs barrois	3 £ de Lorraine
	1 livre de Lorraine	0,7741935 livre de France
	31 livres de Lorraine	24 livres de France
	1 franc germinal	1,0125 £ de France
pois :	1 livre pois	la même qu'en France
mesure des tissus :	1 aune de St-Avold <sup>4</sup>	½ aune de Paris + 3 lignes
mesure des grains :	1 quarte de Hombourg <sup>5</sup>	0,7 resal de Nancy
	1 resal de Nancy	117,25 litres
	des liquides :	1 pot de St-Avold <sup>6</sup>
superficie :	1 jour de Lorraine	250 verges carrées
	1 fauchée de Lorraine	¾ de jour ou 187,5 verges carrées
	1 jour de Lorraine	20,44 ares
	1 fauchée	15,37 ares

<sup>3</sup> Sources : AMSA, E supplément 607, 250 D1-1, réponse de la municipalité à une enquête de l'Assemblée Nationale, le 23 février 1791, Durival, *Description de la Lorraine et du Barrois*, Nancy, 1769.

<sup>4</sup> L'aune de St-Avold se divise en pouces, lignes et points.

<sup>5</sup> La quarte est une unité de capacité formée de 4 bichets (cylindres) qui se mesurent ras pour le blé, combles pour l'avoine. Le bichet se subdivise en foureaux et picotins.

<sup>6</sup> Le pot de St-Avold se subdivise en pintes, chopines, septiers et roquilles.

## 1) Etat de la question, problématique

Il y a, notamment en France, deux types de courants historiographiques qui se sont intéressés aux villes, à leur histoire et particulièrement pour ce qui nous concerne, aux villes de Lorraine ou à St-Avold même.

Le plus ancien est celui de l'érudition locale. Beaucoup de villes de Lorraine ont donné lieu à des études et publications, à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle ou même plus tôt<sup>7</sup>. Cependant, elles peinent souvent à dégager le sens historique des données qu'elles utilisent et n'abordent pas l'histoire des villes par le biais de questions à résoudre mais seulement par un souci d'exhumer des sources que le temps a rendu exotiques. Ce sont souvent des compilations, des collections de documents. Leur propos est en quelque sorte plus anatomique que physiologique. Il ne met pas suffisamment en relation entre eux les documents. Cependant, ces travaux publient des données qui permettent de comparer les villes entre elles.

A Saint-Avold, un libraire a publié dès le Second Empire une histoire de la ville<sup>8</sup>. Cet ouvrage collationne les chartes médiévales de la ville et des anecdotes du XIX<sup>ème</sup> siècle (sans mentionner de sources). Mais déjà au XVIII<sup>ème</sup> siècle, le procureur du Roi à St-Avold, Nicolas Pascal Gerardy, sensible à l'ouvrage de Dom Calmet sur les communautés de Lorraine<sup>9</sup>, avait rédigé au début d'un gros dictionnaire des usages et règlements naboriens, une notice historique et géographique, dans l'esprit du travail du bénédictin lorrain<sup>10</sup>.

Le second courant historiographique, plus officiel, celui des universitaires, s'est tardivement penché sur les questions urbaines, essentiellement après 1945<sup>11</sup>. Auparavant, les historiens se conformaient à une vision du passé foncièrement politique, diplomatique ou militaire. L'histoire s'écrivait à l'échelle de l'Etat, des Etats, ce qui correspondait au présent, vécu par les historiens de l'époque. Ils travaillaient sur les archives nationales et décrivaient notamment l'économie de la France à partir de documents de synthèse, élaborés par les fonctionnaires de l'Etat, du point de vue de l'Etat et de la politique économique. Cependant, dès l'époque de la Revue de Synthèse Historique, fondée en 1900, puis avec les travaux impulsés par les fondateurs de la revue des Annales, le point de vue des historiens s'est déplacé, aussi bien sur le plan thématique que sur le plan des sources<sup>12</sup>.

L'histoire économique, démographique et sociale est devenue le premier souci de nombre de chercheurs. Ils ont aussi utilisé des sources différentes, provenant de fonds départementaux et locaux. Il y eut une prise de conscience de la diversité des situations régionales, par delà le centralisme de l'Etat et un souci de reconstituer la toile de fond différenciée du passé national, essentiellement aux époques moderne et contemporaine, c'est-à-dire pour des périodes qui permettaient des analyses quantitatives précises, parce que des sources statistiques importantes avaient été conservées.

Ce courant des Annales ou influencé par les Annales a produit toute une série de thèses sur des régions (Bourgogne, Beauvaisis, Provence, Languedoc, ...) ou des grandes villes (Caen, Bordeaux, Marseille, Lyon,...) qui ont progressivement permis par la suite à différents auteurs de tenter de grandes synthèses sur l'histoire de la France rurale, urbaine, l'histoire démographique de la France.

<sup>7</sup> L'histoire de ce courant en Lorraine a été relatée par H. Hiegel : *L'historiographie française et allemande en Lorraine de langue allemande de 1858 à 1958*, in AE 1958, pp 127-157.

<sup>8</sup> P. Bronder : *Histoire de St-Avold*, Metz, 1868.

<sup>9</sup> Dom A. Calmet : *Notice de la Lorraine*, 2 tomes, Nancy 1756 (reprint Paris 1973.)

<sup>10</sup> Cf. notre commentaire des manuscrits de Gerardy, infra, p 10.

<sup>11</sup> On peut trouver des raisons spécifiques à la France pour expliquer cet état de fait (le trait majeur du pays qui accaparait les énergies était l'Etat, par ailleurs la population était plus caractérisée par sa ruralité que par ses villes, celles-ci étant éclipsées par le cas exceptionnel de Paris) mais cette chronologie est plus universelle (cf introduction de J.L. Pinol : *Le monde des villes au XIX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, 1991). Evidemment les cités-Etat du Moyen-Age ou des temps modernes ont été étudiées plus tôt

<sup>12</sup> G. Bourdé et H. Martin : *Les écoles historiques*, Paris, 1983.

D'autre part, la problématique historique de ces études territorialisées a longtemps été concentrée sur les questions démographiques<sup>13</sup>. On a d'abord mis en évidence les caractères particuliers des populations rurales des différentes régions, à l'aide de la méthode mise au point par Fleury et Henry (étude de la reconstitution des familles) et qui ne pouvait être utilisée qu'à propos de petites populations. On se demandait donc si les résultats de ces recherches sur le monde rural s'appliquaient à l'univers urbain. Aussi choisit-on tout d'abord des grandes villes (analysées par d'autres méthodes), qui devaient plus probablement refléter une éventuelle originalité des populations urbaines par rapport aux populations rurales.

En conséquence, les petites villes ont été peu étudiées, du moins par les historiens<sup>14</sup>, dont les synthèses se réfèrent essentiellement au cas des grandes villes et laissent dans l'ombre les petites villes dont la diversité et le nombre est très grand.

En effet, selon leurs tailles, leurs situations géographiques, le type de réseau urbain auquel elles appartiennent, leurs degrés de spécialisation productive et bien d'autres paramètres plus ou moins spécifiques, les centaines de villes moyennes et petites de l'ère préindustrielle ont évolué de manières bien différentes et à des époques elles-mêmes variées, face aux sollicitations de l'environnement occidental. Cette diversité se retrouve même parfois à l'échelle modeste du département et complique toute approche globale.

Deux cas de petites villes françaises ont cependant fait l'objet de « grandes thèses », selon J.P. Poussou<sup>15</sup>.

La première concerne Meulan<sup>16</sup> (1800 à 2300 habitants), une petite ville du bassin parisien, très comparable à St-Avold. Située à 40 km de Paris, elle n'a eu au XVIIIème siècle qu'une centralité limitée (un bailliage secondaire subordonné à celui de Mantes la Jolie) et comme St-Avold, elle a perdu toute centralité en 1790. De même, elle n'était que peu spécialisée au plan de la production artisanale. Cependant, l'étude que M. Lachiver a consacré à Meulan est presque purement démographique ; plus précisément encore sa préoccupation a été surtout de mesurer l'évolution de la fécondité des femmes de Meulan sur une longue période. Aussi, décrit-il rapidement la population active de la ville, constate-t-il les évolutions sans chercher d'explications à la faible croissance d'une ville bien placée (en bord de Seine) pour capter des courants d'immigration, participer aux échanges voire à l'approvisionnement de l'énorme métropole parisienne, toute proche. Son problème n'est pas de comprendre l'évolution économique bien qu'il en suggère une explication : la grande mobilité de la population qu'il ne mesure d'ailleurs qu'à l'immigration.

La seconde étude concerne Bayeux<sup>17</sup> (7500-10.000 habitants), « type de la ville traditionnelle stagnante », selon J.P. Poussou<sup>18</sup>. Il s'agit ici d'une ville bien plus importante que Saint-Avold, qui était chef-lieu d'une élection, d'un évêché, possédait 6 couvents, un collège, 14 paroisses, un bailliage, d'autres juridictions et bureaux fiscaux, un subdélégué. D'autre part, Bayeux développa au XVIIIème siècle une

<sup>13</sup> Cf. la préface de P. Goubert de la thèse de M. Lachiver : *La population de Meulan du XVIIème au XIXème siècle, étude de démographie historique*, Paris, 1969.

<sup>14</sup> Les géographes, dans le cadre de l'étude des réseaux urbains ou de petites régions, le plus souvent animées par des petites villes, ont réalisé beaucoup de monographies qui décrivent les petites villes et surtout leurs fonctions. Ayant commencé (et non achevé) il y a plus de dix ans une thèse de géographie, nous sommes personnellement partis d'une problématique de géographe pour glisser ensuite vers une problématique d'historien, travaillant sur des archives historiques.

<sup>15</sup> J. Meyer et J.P. Poussou : *Etudes sur les villes françaises*, Paris 1995, pp. 11-12.

<sup>16</sup> M. Lachiver, op. cit.

<sup>17</sup> M. El Kordi : *Bayeux aux XVII et XVIIIème siècles, contribution à l'histoire urbaine de la France*, Paris, 1970.

<sup>18</sup> J. Meyer et J.P. Poussou, op. cit.

spécialité artisanale, la dentelle qui se maintint jusqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et s'effondra quand apparut une concurrence de la dentelle mécanique. Quant aux autres branches de l'artisanat textile local, assez diversifié à Bayeux au XVIII<sup>ème</sup> siècle, elles s'essoufflaient déjà depuis longtemps, en 1789.

Ici aussi, on a donc une ville qui a raté son adaptation à l'industrie, mais cette question sort (chronologiquement) du sujet de l'étude de M. El Kordi qui ne l'évoque que dans sa conclusion.

Le propos de l'auteur est encore essentiellement démographique et descriptif. Il décrit des réalités sociales, démographiques, économiques, sans les mettre suffisamment en relation entre elles, peut-être parce qu'il utilise très peu les inventaires après décès et l'enregistrement des opérations de crédit qui permettent d'analyser la circulation des flux financiers internes de la ville, les manières de financer l'économie locale. M. El Kordi affirme que les artisans de Bayeux manquaient de capitaux ; or la ville concentrait une classe rentière riche de nobles et d'ecclésiastiques, d'ailleurs engagés dans les mutations agricoles du Bessin au XVIII<sup>ème</sup> siècle. La question serait donc de savoir ce qu'est devenue cette rente foncière, s'il y avait des connexions entre le milieu des artisans et celui des marchands qui animait l'industrie de la dentelle, pourquoi celle-ci ne s'est pas adaptée à l'évolution ou reconvertie.

Ces deux thèses sont donc essentiellement axées sur les questions démographiques qui intéressaient l'historiographie des années 1950-1970.

D'autre part, les géographes, qui étudient les villes même petites, le font à partir de l'analyse des fonctions urbaines, comme résultat d'une évolution économique ou politique globale inéluctable. Personnellement, nous chercherons plutôt les réactions humaines, les passions humaines qui sont à l'origine de l'évolution de St-Avoid et qui pourraient expliquer le cas de nombreuses autres villes déclinantes.

En fin de compte, les études urbaines d'une certaine ampleur, réalisées jusqu'ici sur des petites villes, sont très déficientes pour rendre compte du devenir de ces communautés d'habitants et ne permettent pas encore de réaliser une typologie argumentée et fonctionnelle de l'évolution de ces petites villes<sup>19</sup>.

C'est pourquoi, en 1985, constatant ce silence historiographique, J.P. Poussou et Ph. Loupès réunirent à Bordeaux un colloque sur le thème des *petites villes du Moyen-Age à nos jours*<sup>20</sup>. Les participants tentèrent de cerner la réalité de ces petites villes non seulement en France mais encore en Angleterre, au Danemark, en Espagne et en Italie à des époques diverses. Leur problème fut surtout de définir ce qu'étaient ces petites villes, de les différencier des bourgs des villages ou des villes plus affirmées, d'examiner les réseaux urbains, de constater l'évolution des petites villes dans différents cadres géographiques. Leurs conclusions posent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent. Selon J.P. Poussou la cause en est qu'il n'existe pas assez de monographies qui permettraient de comprendre concrètement, à l'échelle des poignées d'hommes concernés, comment et pourquoi une petite ville, plus ou moins emblématique, c'est-à-dire représentative (dans le cadre d'une typologie à construire), apparaît et évolue dans un sens ou dans l'autre<sup>21</sup>.

<sup>19</sup> Pour ce qui concerne l'étude du XIX<sup>ème</sup> siècle, il y a eu quelques cas de monographies de petites villes, notamment réalisées par des américains (St-Chamond, Rive-de-Gier, Le Chambon-Feugerolles). Cependant, ces cas mentionnés par J.L. Pinol, (*Le monde des villes au XIX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, 1991, p 9) sont ceux de petites villes-champignons, atteintes très tôt par le développement rapide de un ou deux secteurs d'industries lourdes, Rives de Gier et Le Chambon-Feugerolles, dans la périphérie de St-Etienne. D'une manière générale ce sont les régions en développement qui ont été le plus étudiées pour le XIX<sup>ème</sup> siècle : le Nord, la région lyonnaise et la région parisienne, les bassins charbonniers isolés.

<sup>20</sup> J.P. Poussou, Ph. Loupès : *Les petites villes du Moyen-Age à nos jours* (actes du colloque de bordeaux, 1985), Bordeaux, 1987.

<sup>21</sup> Cf. les remarques de J.P. Poussou, p 503 et 510 et Y. Babonaux, p 507, ibidem. Les discussions qui ont suivi les communications du colloque résument les questions posées, pp 483-511. Un des intervenants, P. Clark (*Les petites villes en Grande-Bretagne, 1600-1850*) remarque qu'en Grande Bretagne aussi, l'historiographie s'est

Ce colloque met donc en évidence le besoin de monographies qui permettraient dans un deuxième temps de systématiser la question de l'évolution des petites villes.

Pour ce qui concerne St-Avold elle-même et en dehors des articles très précis sur les églises, mariages, cimetières, et d'autres, que nous utiliserons en temps voulu, il faut faire état de trois travaux à portée plus générale.

D'une part, un article de P. Flaus et Ph. Martin<sup>22</sup>, étudie la « crise » de la ville à la fin de l'Ancien Régime. S'il envisage incidemment le caractère de longue durée de cette crise, son propos, nécessairement limité par le volume d'un article de revue ne peut analyser précisément que les années 1788-90, l'accent étant mis sur la connexion des données économiques et politiques articulées par des problèmes fiscaux et par le déficit des finances locales. Les auteurs mettent l'accent sur le caractère stratégique de la distribution des fonctions centrales par l'Etat, défavorisant St-Avold à deux reprises, en 40 ans.

Nous devons reprendre leurs analyses en étudiant l'ensemble des rôles d'imposition du XVIIIème siècle (et pas seulement ceux de 1724 et de 1784). Il faut envisager aussi le XIXème siècle et rechercher ce que furent les attitudes des habitants (des différentes couches sociales) par rapport à cette « crise » de longue durée qu'a essuyée la ville. Il faut voir enfin si la perte des fonctions centrales a été le facteur principal de la stagnation de St-Avold, notamment au travers d'une recherche précise de la chronologie des événements.

L'étude de G. Cahen sur *la population de St-Avold au XVIIIème siècle*<sup>23</sup> a une tonalité très différente. Partant de la constatation que la ville voit ses effectifs s'accroître considérablement entre 1709 et 1789, l'auteur ne discerne évidemment pas de « crise » de la ville. Son utilisation des inventaires après décès lui permet de distinguer, par contre, les différentes strates de la population naborienne. Mais comme il envisage l'ensemble du siècle, aucune périodisation n'est possible. La dynamique de la population ne peut apparaître. Enfin, le point de vue optimiste de l'auteur sur le commerce local l'incite à voir dans le développement du réseau des routes locales au XVIIIème siècle la cause de la prospérité de la ville<sup>24</sup>.

Ces deux travaux apparaissent donc finalement comme largement contradictoires et notre problème sera par conséquent d'essayer de faire la part des choses.

Enfin, il faut mentionner que H. Contamine, dans sa thèse sur la Moselle<sup>25</sup>, fait allusion à St-Avold. Cependant ses sources, le plan de la ville et la série O des archives départementales ne lui donnent pas la possibilité d'approfondir l'analyse. Bien au contraire, désireux de restituer à la province française sa place au XIXème siècle<sup>26</sup>, il étudie à fond le rôle de Metz, s'appuyant sur une documentation abondante et « aplatit » tout le reste du département, toutes villes confondues, frappé par la médiocrité du

concentrée sur les grandes villes ou les villes en croissance rapide. Il en conclut : « Il reste beaucoup à découvrir sur la plupart de ces petites villes... Pourquoi certaines ont-elles prospéré alors que d'autres ont reculé ? » (pp 215-216). C'est exactement la question que nous nous posons, à propos de St-Avold.

<sup>22</sup> P. Flaus et Ph. Martin : *A la croisée des temps anciens et nouveaux, St-Avold, 1788-1790*, in CL (Cahiers Lorrains) 1989, pp 179-196.

<sup>23</sup> G. Cahen : *La population de St-Avold au XVIIIème siècle, aspects économiques et sociaux*, in CL, 1982, pp 61-77.

<sup>24</sup> Les observateurs de St-Avold semblent généralement trop impressionnés par l'existence sur le ban municipal d'une voie romaine et à quelques dizaines de mètres de là, d'une autoroute de même direction, d'où l'illusion d'une continuité quasi bi-millénaire de l'excellence de la position géographique de la ville. En fait, la réalité est beaucoup plus compliquée et nous devons analyser au plus près, à différentes époques, l'impact sur la ville des réseaux routiers puis ferrés.

<sup>25</sup> H. Contamine : *Metz et la Moselle de 1814 à 1870*, Nancy, 1932.

<sup>26</sup> Ainsi, il écrit : « Je souhaite...montrer que...Paris n'a pas été le seul centre de vie politique et intellectuelle de notre pays... » (avant propos du premier volume).

bâti et la faiblesse du dynamisme de toutes les petites villes du département<sup>27</sup>. Pour H. Contamine, la césure sociale qui caractérise la France du XIX<sup>e</sup> siècle ne passe pas entre Paris et la province mais entre l'ensemble des grandes villes et le reste, petites villes et campagnes confondues<sup>28</sup>.

La thèse que nous présentons ici se propose au contraire de différencier le cas des villes mosellanes. Elle cherche à comprendre pourquoi certaines villes (Sarreguemines ou Forbach) se sont développées beaucoup plus que d'autres comme Saint-Avold.



Lorsque nous avons examiné globalement les archives naboriennes, il y a quelques années, nous avons tout d'abord constaté que dans l'ensemble, pour le XIX<sup>e</sup> siècle, elles reflétaient la léthargie de la ville. La population locale tendait à diminuer, alors que nous savions que la population urbaine nationale augmentait, que beaucoup d'autres villes étaient dynamiques, que l'exode rural avait commencé dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>29</sup>.

Nous avons aussi constaté que les archives municipales nous permettaient de disposer de sources statistiques très importantes pour le XVIII<sup>e</sup> siècle. Notre problème fut donc de chercher à expliquer éventuellement le XIX<sup>e</sup> siècle par le XVIII<sup>e</sup> siècle. Il fallait tout d'abord s'assurer que la réalité était bien conforme à l'idée que nous nous en faisons.

D'où un premier travail de rédaction qui a visé, au travers de la description la plus précise possible de l'évolution démographique de la ville, à cerner les périodes de croissance ou de régression qui étaient significatives pour St-Avold.

Ensuite, dans un deuxième temps, nous avons pu analyser l'activité économique en fonction des périodes déterminées précédemment, en se demandant pourquoi l'évolution économique était celle que nous constatons, pourquoi les hommes qui font l'activité économique avaient réagi comme ils avaient réagi.

La question générale à laquelle cette thèse s'attache est donc de comprendre pourquoi une petite ville dont nous croyions qu'elle avait eu un caractère éclatant au début du XVII<sup>e</sup> siècle, n'avait pas confirmé aux XVIII-XIX<sup>e</sup> siècles, les espoirs qu'on aurait pu fonder sur elle, deux siècles plus tôt.

On savait par ailleurs que la plupart des petites villes avaient eu dans le passé un avenir plutôt médiocre (surtout aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles). On pouvait donc espérer trouver les clefs de cette médiocrité historique dans l'analyse du cas de St-Avold qui pouvait être significatif de réalités sociales plus globales.

Cependant, pour approcher une solution à ces questions générales à partir d'un cas précis qui pouvait cacher des réalités que nous ignorions, il fallait réaliser une monographie systématique de la ville, tout mettre en lumière pour assurer notre démarche. Ce travail, comme celui de M. El Kordi sur Bayeux, devait donc avoir un caractère monographique, en dépit du fait qu'il visait à répondre à des questions qui pouvaient concerner dans une certaine mesure l'ensemble de l'Europe.

Aussi fallait-il que ce travail offre trois lectures des réalités naboriennes : pour les amateurs d'histoire locale, un tableau de la ville aux XVIII et XIX<sup>e</sup> siècles. Pour les historiens de certaines spécialités, des mises au point, des remarques, graphiques et tableaux, des notes infrapaginales, qui devaient nous obliger à une très grande précision, notamment dans la présentation des données chiffrées,

---

<sup>27</sup> Cf son chapitre *Petites villes et campagnes*, tome I, pp. 99-132.

<sup>28</sup> Cf. même chapitre, p 99.

<sup>29</sup> Analyse de l'évolution démographique de la Moselle et de la différenciation progressive entre régions rurales et industrielles au XIX<sup>e</sup> siècle dans la thèse de H. Contamine, op. cit., pp 26-32 et 36-39.

afin qu'elles puissent servir à des comparaisons avec d'autres villes<sup>30</sup> ; enfin, pour « l'honnête homme » et pour le spécialiste des réseaux urbains, des conclusions généralisantes<sup>31</sup>.

D'où les deux types de limites chronologiques choisies pour cette étude. Du point de vue des questions globales, nous analysons deux siècles, celui de la révolution industrielle et celui qui a précédé, nous étudions l'articulation de ces deux siècles, cherchant à voir comment la société traditionnelle s'est délitée, sur place ou par déplacement de la population, au cours du processus de la révolution industrielle. D'autre part, ce que révèlent les courbes démographiques, c'est que la ville de St-Avold a parcouru un cycle complet de son existence entre deux dates précises : 1686 et 1890. Ces deux dates sont des points d'inflexion de la courbe de population de la ville. Ce sont donc les deux dates qui sont significatives, du point de vue de la monographie urbaine. Cependant, il faut préciser que nos sources concernent des périodes d'envergures diverses. Sur le plan démographique, nous avons reconstitué la population à partir de 1585 et jusqu'en 1900, ce qui nous a permis de fixer très précisément le cycle urbain dont nous parlions précédemment. Mais notre analyse économique se fonde par ailleurs sur des sources qui couvrent massivement la période 1700-1870, secondairement la période antérieure (de 1585 à 1700). Cependant, la vraisemblance<sup>32</sup> nous laisse penser que la période qui a suivi l'annexion de 1870 (jusqu'en 1890) n'a fait que prolonger les tendances régressives de la ville, apparues dès la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.



Le cadre étant fixé, comment allons-nous mettre en oeuvre notre programme, comment décliner de manière plus précise les questions à résoudre ?

L'introduction aura deux objectifs et visera à répondre à trois questions.

Le premier objectif est de familiariser le lecteur avec les contextes historiques et géographiques dans lesquels évolue la ville (introduction de la monographie urbaine). Le second objectif consiste à analyser la période historique de départ, référence par rapport à laquelle on jugera le parcours de la ville durant l'époque ultérieure, celle qui nous occupe dans cette thèse. Pour cela il faudra répondre aux trois questions suivantes :

La première consiste à cerner la réalité de la ville avant la guerre de 30 ans. Quelles étaient ses fonctions, son poids démographique autant qu'on puisse l'évaluer et le comparer aux autres villes des environs, quand s'était-elle développée ? Notre idée est de caractériser St-Avold en tant que petite ville, pratiquement dès son apparition dans les sources, et de la situer dans le contexte urbain régional.

Puis nous chercherons à mesurer l'impact de la période troublée du XVII<sup>e</sup> siècle sur la ville. Comment St-Avold a-t-elle traversé les événements ? Enfin (troisième question), nous rechercherons, notamment dans les statistiques démographiques, le plus précisément possible, la période du rétablissement de la ville, après les événements.

M.J. Laperche-Fournel a déjà démontré le caractère tardif du retour de la croissance en Lorraine allemande par rapport au reste du duché de Lorraine<sup>33</sup>. Cependant des doutes subsistent dans l'historiographie au sujet de cette période précise au cours de laquelle la région renoua avec la croissance. Nous pouvons tenter de faire le point de la question en ce qui concerne St-Avold et la seigneurie locale, soit la superficie d'un canton, en position centrale, dans le bailliage d'Allemagne.

La rédaction se déroulera alors en deux temps.

1) L'étude démographique de la population nous permettra de cerner les périodes successives de son devenir, croissances ou régressions qui sont le résultat de causes naturelles ou migratoires. Peut-on

<sup>30</sup> L'index final permet de parcourir les matières décrites par cette thèse.

<sup>31</sup> On peut parcourir rapidement ce travail en lisant l'introduction, toutes les conclusions intermédiaires et finales ainsi que le chapitre : L'échec naborien est-il un cas isolé ? (1<sup>ère</sup> partie, IV) et l'introduction de la 2<sup>ème</sup> partie.

<sup>32</sup> Notamment le fait que les autorisations administratives d'implantations industrielles à St-Avold ont été peu nombreuses et quasiment toutes postérieures à 1890 (AD Moselle, 8 AL 119-120).

<sup>33</sup> M.J. Laperche-Fournel : *La population du duché de Lorraine de 1580 à 1720*, thèse, Nancy, 1985.

déceler une évolution de la natalité, quel fut l'impact des épidémies, quel fut le poids relatif de l'émigration et de l'immigration, la direction géographique des relations humaines de la ville. La réponse à ces différentes questions permettra d'une part de faire des comparaisons avec les autres villes de Lorraine, grandes et petites. D'autre part, on pourra cerner les périodes successives qu'a vécu Saint-Avold, ce qui guidera alors le reste de l'étude, visant à expliquer ces périodes découvertes dans le devenir démographique de la ville, en fonction de l'évolution des paramètres économiques et politiques (dans leurs répercussions économiques).

2) L'étude de l'économie, nous permettra d'analyser tour à tour chacune des activités économiques de la population de St-Avold, ce qui débouchera sur l'évolution des fonctions urbaines, sur la position de la ville dans le réseau urbain en évolution et sur les attitudes de la population face aux transformations du contexte politique et économique.

Si une étude successive des trois secteurs, primaire, secondaire et tertiaire, peut paraître un peu artificielle et anachronique, elle donne par contre l'avantage de parcourir le spectre des activités économiques en partant de ce qu'il y a de moins spécifiquement urbain et en allant vers ce qu'il y a de plus significatif, donc vers la conclusion de l'étude, expliquer l'évolution de la ville.

Cette analyse économique s'articule autour de changements majeurs pour Saint-Avold comme pour la région ou le pays tout entier, voire l'Europe. En effet, la période centrale concerne l'époque de l'intégration de la Lorraine à la France, puis celle de la Révolution Française, enfin celle de la révolution industrielle.

Une ville est avant tout un centre administratif, relais d'une capitale. Or le maillage administratif (prévôtés, puis bailliages, puis départements), les capitales dont la ville a relevé (Nancy puis Paris) ont changé à plusieurs reprises, durant les siècles que nous étudions. De même, la frontière toute proche (le ban de St-Avold est limitrophe de la frontière du Comté de Nassau-Sarrebruck devenu prussien au XIX<sup>ème</sup> siècle) n'a pas toujours eu la même signification. Comment les réorganisations de l'espace politique ont-elles affecté la ville ? Quelles ont été les réactions des autorités urbaines aussi bien que des élites ou de la population face à ces transformations de l'environnement de la ville ?

D'autre part, le développement des fabriques, la disparition des corporations et ensuite le processus d'industrialisation et l'installation des chemins de fer ont entraîné des délocalisations de productions de plus en plus nombreuses, une évolution du transit urbain et des transformations des circuits commerciaux. De même, l'apparition des banques a modifié les circuits de redistribution du crédit nécessaire aux investissements. Comment l'économie de St-Avold s'est-elle adaptée à ces évolutions ? Une couche d'entrepreneurs s'est-elle constituée ? La ville a-t-elle trouvé une place dans la spécialisation croissante du travail ? Quels modes d'insertion successifs furent ceux du commerce local dans les réseaux environnants ? Quels types d'activités agricoles trouvait-on à St-Avold, quel était le poids de ces activités agricoles, étaient-elles différentes de celles de la campagne et quels en furent les transformations consécutives à l'évolution technique de l'agriculture ?

Pour résumer, la question principale au plan économique est de savoir si l'on peut caractériser le type d'équilibre préindustriel qui faisait vivre les habitants, était-il différent de celui des campagnes des environs ou des autres petites villes lorraines et comment s'est-il modifié, à quelles époques ?

Les réponses apportées par la ville et sa population aux défis du temps ont-elles été singulières ou ont-elles été exemplaires de ce que l'on retrouve ailleurs en Lorraine germanique ou en Moselle ?

En fin de compte, nous voulons présenter ici un tableau de la ville, de sa population, de ses activités économiques et par surcroît de son insertion dans le contexte général de la révolution industrielle et en particulier dans le contexte urbain de la Lorraine allemande, question à la fois économique, du fait de la révolution industrielle, et politique, du fait que la ville s'insère dans un réseau urbain organisé par les capitales.

Enfin, si la conclusion reprendra l'ensemble des résultats des analyses précédentes, elle devra aussi examiner un problème peu étudié jusqu'à présent, nous semble-t-il : dans quelle mesure peut-on déceler un particularisme local à St-Avold comme en Lorraine allemande ; y eut-il au XVIII-XIX<sup>ème</sup>

siècle un processus d'intégration nationale à l'intérieur du cadre français, collectivement ou individuellement ? Y eut-il une politique particulière de la Lorraine puis de la France face à cette minorité nationale « francique » ?

La diversité des questions qui se pose ressortit à l'étendue du sujet. Car si Saint-Avold n'est qu'une ville très modeste, s'interroger sur ses identités successives revient à analyser le concept de ville à travers le temps, à analyser aussi une des spécificités de la civilisation occidentale et de la France en particulier, à savoir les processus d'intégration qui, par delà les différences centre/périphérie ou entre catégories sociales, ont fait participer l'ensemble des populations et des territoires aux dynamiques qui étaient impulsées de quelques centres de rayonnement sociaux ou politiques.

Autrement dit, il s'agit d'observer, à partir du cas particulier de St-Avold, le processus du « développement », du « progrès » des nations occidentales.

## **Première conclusion sur la période qui précède 1689**

Ainsi, il fallut attendre la fin de l'insécurité militaire pour constater un début de croissance démographique (1655) et la paix des Pyrénées en 1659, pour observer un redémarrage économique net (troupeaux, grand commerce, construction, vers 1663). Cependant, la ville s'était ruralisée dans ses productions (artisanat) et était devenue un relais pour les troupes de passage.

Cependant, deux causes retardèrent une véritable reprise démographique. D'une part l'émigration des lorrains germaniques les avait fait s'établir très loin, trop loin pour pouvoir revenir rapidement après les troubles et d'autre part, l'endettement local obérait toujours la situation économique.

C'est seulement en 1686-87 qu'une croissance accélérée apparut. Et c'est au même moment que la place forte de Sarrelouis commença à se peupler.

Ajoutons cependant que si la courbe des naissances à St-Avold fit un bond en avant seulement en 1686-87, on doit constater que la tendance s'était inversée dès les années 1682-83, mais modestement<sup>34</sup>.

Ces dates sont bien antérieures au rétablissement, par ailleurs accidentel, du duché de Lorraine, qui se fit en 1697. En 1685, cette renaissance lorraine était même parfaitement imprévisible. En effet, ce sont des considérations de politique européenne qui amenèrent Louis XIV à redonner l'indépendance au Duché de Lorraine. La seigneurie de Hombourg-St-Avold était en train de s'encren dans le cadre du royaume de France<sup>35</sup> et, à vrai dire, c'est la politique française de repeuplement qui entraîna brusquement le redémarrage démographique de la ville, comme celui de Sarrelouis ou comme celui de Bitche.

C'est le cas de cette dernière ville qui nous renseigne. En effet, l'intendant de la nouvelle « province de Sarre », par les ordonnances d'août 1681 et décembre 1684, prit des mesures d'exemptions fiscales radicales pour les immigrants qui s'installeraient dans sa circonscription<sup>36</sup>. Il n'y a pas de traces de ces ordonnances dans les archives du bailliage de St-Avold<sup>37</sup> mais, ce qui est sûr, c'est que le repeuplement de la seigneurie de Dieuze se fit sous les auspices de cette politique française volontariste, qu'elle peut être observée à Bitche et qu'on en constate les effets à St-Avold et à Sarrelouis. Or tous ces territoires locaux étaient devenus français. L'hypothèse la plus

---

<sup>34</sup> Cf. graphique 5, supra.

<sup>35</sup> Ainsi, le seigneur de Hombourg-St-Avold, le prince de Grimaldi, reconnut la suzeraineté féodale de Louis XIV en 1681, tandis qu'il obtint en 1686 la reconnaissance en viager de la seigneurie, du duc de Lorraine en exil, Charles IV. (AD MM, B 744)

<sup>36</sup> Cf. D. Hemmert : *Bitche de 1652 à 1764 : Etude démographique*, Metz 1980, pp 36-39.

<sup>37</sup> AD Moselle, B 6348-6349.

vraisemblable est que la même politique a été appliquée par la France sur tous les territoires qu'elle contrôlait et qui avaient tous été désolés par la Guerre de Trente Ans.

Seules des mesures de cette nature pouvaient faire revenir des habitants écartés de la région pour des raisons essentiellement financières. Lorsque la Lorraine retrouva sa souveraineté politique, Léopold prorogea les ordonnances françaises de l'ancienne province de Sarre. Aussi, les exemptions fiscales se perpétuèrent-elles sur une longue période et permirent dans une large mesure la reconstruction de la région, dès l'époque française puis après le retour à la Lorraine.

Ce n'est qu'en 1704 que la seigneurie de Hombourg-St-Avold fut réunie au duché, et en 1718 que le Roi de France abandonna toute prétention sur St-Avold. A cette époque, Sarrelouis était déjà devenue une place forte bien encrée dans le sol local (quelques 2500 habitants civils et 4000 militaires<sup>38</sup>) et St-Avold n'avait plus aucune utilité militaire pour le royaume de France dans sa couverture frontalière. La fin des incertitudes politiques fut donc largement postérieure au retour de la croissance.

Ce sont en fin de compte des facteurs financiers locaux qui retardèrent le redémarrage de la ville, entre 1660 et 1685 et probablement celui de toute la Lorraine allemande<sup>39</sup> qui avait suivi le même cheminement historique.

D'autre part, à l'issue des guerres du XVII<sup>ème</sup> siècle, la position de St-Avold dans le réseau urbain régional était affaiblie de deux points de vue.

Du point de vue français, la ville et la seigneurie furent finalement rétrocédées à la Lorraine car elles avaient perdu tout intérêt stratégique. En effet, la France acceptant le principe de la renaissance de la Lorraine à Ryswick, avait conservé des places fortes avancées qui couvraient sa frontière et permettaient éventuellement d'intervenir en Allemagne. St-Avold aurait pu devenir une de ces places fortes, mais il y avait à proximité (25 km) un site de plus grande valeur car il contrôlait la Sarre.

C'est ainsi que le Roi de France créa, ex-nihilo, la forteresse de Sarrelouis qui devint une nouvelle ville dans la proximité de St-Avold, affaiblissant le rayonnement géographique potentiel de St-Avold et surtout déclassant la ville sur le plan stratégique.

D'autre part, du point de vue lorrain, St-Avold n'était rentrée dans le domaine ducal que tardivement<sup>40</sup>. C'est ainsi que les « grands commis » du duc, à Nancy, administrèrent longtemps le duché sans tenir compte de St-Avold qui leur échappait. De plus, les officiers ducaux nancéiens

---

<sup>38</sup> F.Y. Le Moigne, *le rôle économique des garnisons évêchoises au XVIII<sup>ème</sup> siècle, d'après les exemples de Metz, Sarrelouis et Verdun*, op. cit., 1983, p 201.

<sup>39</sup> M.J. Laperche-Fournel (*Le peuplement des pays de la Nied, de la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle*, in Cahiers Lorrains, 1984, pp 143 et suiv.) situe le redémarrage de cette région intermédiaire entre Lorraine romane et germanique au retour de Léopold (1698) mais ses données sont moins précises que les nôtres, il se pourrait que dans les pays de la Nied, le redémarrage ait eu lieu en même temps (1685) qu'à St-Avold. Ce que l'on peut déduire certainement de son étude, c'est le caractère tardif du rattrapage démographique de toute la région germanique (thèse de MJ Laperche-Fournel, dénombrements de 1708-1711).

<sup>40</sup> De 1620 à 1704, la seigneurie de St-Avold et la ville furent distraites du domaine ducal et incluses dans une sorte d'apanage, au profit d'un ancien favori de Henry II de Lorraine, Louis de Guise-Ancerville et de ses descendants. Durant toute cette période, la ville devint par conséquent un bien privé dont le seigneur était dépourvu d'ambitions politiques. C'est la pire des situations, dans l'univers seigneurial européen de cette époque. Car la fortune des villes (Nancy, Sarrebruck...) était liée à la force et à l'orientation politique du seigneur qui les contrôlait. Ainsi, lorsque Sarreguemines fut choisie comme siège du bailliage d'Allemagne, en 1698, St-Avold ne pouvait entrer dans la compétition pour cette fonction centrale, la seigneurie de la ville n'appartenant pas au duc de Lorraine et la souveraineté sur la ville étant encore sujette à incertitude politique, du fait de l'attitude de la France.

pouvaient facilement être travaillés par un lobby d'officiers ducaux sarregueminois, cette ville étant toujours restée une ville ducale gouvernée par des officiers ducaux liés à ceux de Nancy.

Aussi, à l'orée du XVIII<sup>ème</sup> siècle, St-Avold faisait figure « d'outsider » dans le groupe des villes lorraines germaniques, encore très peu hiérarchisées entre elles. Une ville comme Sarreguemines, ducale depuis bien plus longtemps que St-Avold et bien plus continûment, avait probablement et à priori plus de chance d'être choisie comme chef-lieu régional, ce qui fut finalement le cas.

Plus précisément, la création dès 1630, pour des raisons tout à fait spécifiques d'un collège jésuite à Bouquenom<sup>41</sup>, soit à 25 km, allait rendre inutile et pour ainsi dire impossible une institution similaire, durant tout le XVIII<sup>ème</sup> siècle, puis encore au XIX<sup>ème</sup>.

La ville allait donc supporter très longtemps ce handicap supplémentaire dans la compétition régionale pour l'exercice des fonctions urbaines.

Vers 1680-1700, St-Avold se présentait ainsi comme une ville que les événements avaient réduits aussi bien démographiquement que dans ses capacités de rayonnement, dans une région où le réseau urbain était très peu hiérarchisé (juxtaposition de prévôtés-grueries-centres seigneuriaux) et où la population était très faible mais en forte croissance.

Il nous faut maintenant analyser d'une part comment la ville évolua démographiquement au cours de la période suivante et d'autre part, quelles causes, repérables dans l'étude de l'évolution des diverses fonctions de la ville, ont entraîné ce devenir démographique.

Durant la période qui va de 1685 à 1870, la ville vécut une longue « paix française » et ne fut concernée que superficiellement ou épisodiquement par des événements militaires (1695, 1793, 1813, 1870). Les hommes purent donc vivre paisiblement mais dans un contexte politique et économique très évolutif.

En effet, la Lorraine finit par s'intégrer à l'Etat français, entre la mort du duc Léopold en 1729 et celle du duc Stanislas, en 1766. Il y eut donc changement de souveraineté et déclassement général du réseau urbain régional, dépendant désormais d'une capitale autre et plus lointaine. Puis la Révolution Française remodela tout l'édifice institutionnel français, agissant puissamment sur le réseau des villes relais de l'autorité publique.

Durant l'épisode napoléonien, la frontière, qui avait toujours été proche de Saint-Avold, s'éloigna quelques temps vers le Rhin. Puis au XIX<sup>ème</sup> siècle, la révolution industrielle remit en cause la distribution des fonctions économiques entre les villes et les régions, dans le cadre français et à l'abri de frontières désormais moins poreuses qu'auparavant.

Comment tous ces événements réagirent-ils sur la ville de St-Avold et sur le réseau urbain régional, comment la population réagit-elle par rapport à ces événements, telles sont finalement les questions que nous devons explorer maintenant.

---

<sup>41</sup> Dans le Comté de Sarrewerden, intégré au duché de Lorraine entre 1627 et 1629, il existait de nombreux Protestants. C'est pourquoi, le duc de Lorraine, pour éradiquer cette influence religieuse, créa le collège catholique. (Cf. G. Cabourdin, *Les temps modernes, de la Renaissance à la guerre de Trente Ans*. Nancy-Metz, 1991, p 185.)

## **Conclusion générale**

Concluons d'abord à propos de nos résultats les plus spécifiques à la ville et parfois à la région, qui mettent en évidence une chronologie et des causalités particulières puis nous élargirons le propos autant que possible.

Nous avons pu mettre en évidence, au travers de notre recherche, une succession de phases conjoncturelles qui caractérisèrent probablement toute la Lorraine allemande jusqu'en 1750 et qui devinrent plus spécifiques à la ville ou à quelques cantons des environs (Faulquemont, St-Avold), par la suite.

1 1685-1730 : Durant cette époque de croissance accélérée, les artisans installés en ville durent pourvoir à de gros besoins locaux, en produits de consommation courante tels que les textiles, car il fallait bien vêtir cette population croissante, mais surtout en biens d'équipements, outillage de l'artisanat, chariots et charrettes, cuirs de harnais... Un certain nombre de métiers profitèrent ainsi d'une conjoncture porteuse qui enrichit bien des familles, de même que la pression foncière et immobilière exercée par l'afflux de jeunes ménages, immigrés ou non, devait enrichir les propriétaires. Le petit nombre des artisans leur donna une certaine aisance, facilita les installations nouvelles, les mariages précoces. La vie semble avoir été clémente durant cet « après-guerre » où même les épidémies eurent peu d'effets. Cependant, dès 1710-1720, l'organisation corporative resserra les rangs et rendit plus difficile l'accès au marché du travail.

2 1730-1760/70 : Durant cette deuxième phase, tandis que les rejetons de certaines familles riches commençaient déjà à émigrer au loin vers des horizons urbains élargis, l'épargne accumulée par les habitants, au cours de la phase précédente, eut tendance à s'investir dans la pierre, soutenant encore l'activité de nombreux métiers artisanaux. D'autre part, certains commerçants de la ville étendirent leurs activités au commerce d'entrepôt.

C'est durant cette phase que la ville atteint peut-être son épanouissement maximum, vers 1750 et qu'elle fut déjà sujette aux premiers symptômes d'un retournement durable de son évolution. Dès 1734-1740, la population n'augmenta plus aussi vite qu'auparavant, entre 1747 et 1751, le plus clair de ses fonctions centrales disparaissait et avec elles un potentiel d'investissement d'environ 30.000 livres. La multiplication des artisans et des métiers, leur spécialisation aboutit à cloisonner les marchés. Il est vrai que la ville n'avait pas initialement de spécialités artisanales (ou commerciales) et ne réussit pas à s'en créer. On peut le voir au coup d'arrêt porté à la croissance démographique de la ville en 1734, alors que très certainement la fécondité ambiante ne diminuait pas comme le prouva la Lorraine allemande tout entière ; dont la propension à émigrer s'affirma précisément dès cette époque et pour plus d'un siècle.

Pourquoi cette stabilisation de la ville, sinon parce qu'elle avait atteint son niveau d'équilibre par rapport aux ressources locales. Cela revient à dire qu'il n'existait pas, à St-Avold une monnaie d'échange, une production affirmée dont l'exportation aurait permis l'entretien sur place d'une population de plus en plus nombreuse<sup>42</sup>.

Le retour de la croissance démographique, vers 1745-55 ne se fit que grâce à l'installation d'un complexe agro-pastoral (maïs-pomme de terre-cochon-vache) plus intensif.

C'est donc l'auto subsistance qui permit à la ville de croître et non pas son affirmation dans le réseau des échanges régionaux ou de plus grande ampleur.

---

<sup>42</sup> Accessoirement levons l'hypothèse d'une fuite devant l'impôt. On peut suivre dans les archives l'évolution de la pression fiscale au XVIIIème siècle : il n'y a pas d'augmentation dans la phase 1734-1745, tout au plus dans les cinq ans qui suivent et cela n'eut pas d'incidence visible sur l'évolution de la population. (Voir graphiques en fin de conclusion.)

3 1770-1890 : Durant cette époque, la croissance fut une croissance dans la pauvreté et une croissance de la pauvreté. La ville ne développa aucune production nouvelle, ou peu s'en faut, ne créant pas de richesses supplémentaires. C'est la frange la plus pauvre de la population qui s'accrut numériquement le plus (au moins jusqu'au Second Empire). Cette absence d'aisance retarda l'âge au mariage de beaucoup de jeunes gens, ce qui entraîna une diminution de la fécondité de la population.

L'artisanat et le commerce poursuivirent leurs activités, s'adaptèrent aux évolutions qui se réalisaient sans eux, n'ayant pas les moyens de risquer assez de capital dans des audaces innovatrices. Ainsi, le textile en glissant des activités d'amont de la branche vers des activités d'aval, tout en n'étendant pas le rayon de ses fabrications put se maintenir et même croître jusque sous la Restauration. Les tanneries maintinrent aussi leurs productions et même purent les accroître quelque peu durant les années 1850. Mais le rayonnement des ateliers, sauf exceptions peu nombreuses et peu durables, tendit à se restreindre aux limites de celui du chef-lieu de canton que la ville était devenue. Il y eut peu d'initiatives d'envergures et leur impact fut très limité. Enfin, les tentatives de développement minier tournèrent court ou profitèrent exclusivement à des communes voisines et l'arrivée du chemin de fer ne provoqua aucun sursaut psychologique, bien au contraire.

Aussi, la pression démographique devint-elle insupportable après la forte croissance de la Restauration. La population échappa de plus en plus à la ville, par une émigration qui devint substantielle à partir de la Monarchie de Juillet. La population vieillit alors, il n'y eut plus de croissance naturelle, la population diminua enfin jusqu'à rejoindre en 1885 le niveau qu'elle avait déjà atteint en 1754, voire même en 1734.

La ville était alors installée dans un « équilibre régressif ». Lors de la discussion du budget communal pour 1868, le conseil constatait l'affaiblissement progressif du commerce, l'absence de ressources industrielles locales, l'annonce de la privation de garnison dont la ville allait faire l'objet, aussi il demandait au préfet de diminuer les charges qui pesaient sur les finances communales en supprimant le poste de commissaire de police établi à St-Avold<sup>43</sup>. A la même époque (1865), le conseil refusait l'établissement d'un bureau télégraphique en ville, l'actuel se trouvant à 3 km, ce qui aboutissait à majorer le prix des télégrammes de 200 %<sup>44</sup>. Pourquoi ? parce que la ville s'estimait trop pauvre pour assumer les frais d'établissement d'un tel bureau, qui se montaient à 1100 frs.

L'évolution du volume d'affaires du bureau télégraphique existant n'avait d'ailleurs rien d'encourageant :

Nombre de télégrammes	1863	1864	1865
:			
- expédiés de St-Avold :	136	131	111
- reçus à St-Avold :	167	142	124
Total	303	273	235

Le conseil suggérait que les notables et commerçants réalisent une souscription. Quatre ans plus tard, en novembre 1869, 752 frs étaient réunis, le conseil acceptait de pourvoir au reste. Ainsi, cet instrument de travail du monde des affaires qu'était devenu le télégraphe s'installa avec difficulté à St-Avold.

C'est donc une ville vieillie, sans dynamisme, à la tête de laquelle se trouvait un conseil municipal frileux qui vit déferler l'armée prussienne, quelques années plus tard.

<sup>43</sup> AMSA, délibérations, 16 mai 1867. Le préfet refusa en octobre à cause du grand nombre d'ouvriers établis dans les communes voisines de Carling et Hombourg.

<sup>44</sup> Le bureau devait probablement se situer à la gare de Valmont-St-Avold. Un télégramme coûtait 1 fr pour 20 mots. Le transport depuis le bureau jusqu'en ville coûtait 2 frs.

En fin de compte, il nous semble que le déclassement de St-Avold aux XVIII-XIX<sup>ème</sup> siècles vint à la fois de l'évolution globale du système urbain en voie de hiérarchisation, de ce que la ville dut essuyer des décisions négatives et successives de l'Etat et du fait que la population locale et notamment les élites suivirent le sens des décisions de l'Etat, sans chercher à résister.

Voyons d'abord la hiérarchisation progressive du réseau urbain lorrain. Longtemps ce réseau resta sous l'autorité floue d'un tripôle urbain se partageant les fonctions de capitales (Nancy-Lunéville-Pont-à-Mousson<sup>45</sup>). Toutes les autres villes disposaient quasiment des mêmes fonctions judiciaires et administratives rayonnant chacune sur un territoire de faible ampleur, sauf un petit nombre de chefs-lieu de bailliages, à peine distingués du reste. C'est entre 1747 et 1766 que cette structure s'affermi. Nancy se dégagait comme chef-lieu de la généralité lorraine mais cette fois-ci subordonné à la lointaine capitale parisienne, tandis que l'ensemble des autres villes était reclassé au travers d'une redistribution générale des fonctions judiciaires et administratives. Dès cette époque, St-Avold se retrouva tout en bas de la pyramide hiérarchique des villes.

Puis la ville perdit à nouveau le combat pour la répartition des fonctions centrales au sein du réseau urbain de Lorraine allemande, au moment de la Révolution. Cela aboutit 50 à 70 ans plus tard à la ramener, sur tous les plans, au niveau d'un chef-lieu de canton moyen français, à la taille d'un bourg.

Mais en 1790, lors de la réorganisation administrative de la France, la ville était déjà en position de faiblesse. Seul un étranger pouvait constater sur une carte la centralité de St-Avold en Lorraine allemande. Dans la région, le vrai débat avait lieu entre deux villes déjà plus affirmées, Sarrelouis et Sarreguemines. Ces deux villes avaient acquis leurs positions antérieurement, dans le siècle ou dans le demi-siècle qui précédait.

Abandonnons Sarrelouis, « corps étranger » planté dans le sol local en fonction d'intérêts stratégiques lointains, ceux du Roi de France<sup>46</sup>. Sarreguemines était, plus anciennement et plus continûment que St-Avold, un centre administratif du duché de Lorraine et avait acquis une prééminence sur cette ville dès 1697/1700, à une époque où cette dernière n'était pas encore redevenue complètement lorraine, à la fois parce qu'elle restait une seigneurie « privée » échappant au domaine ducal et parce que la France gardait quelques positions locales.

Ce n'est qu'en 1704, après la mort sans descendance du dernier seigneur privé et en 1718, lors du traité de Paris où la France leva toute ambiguïté, que St-Avold redevint absolument lorraine, mais à ce moment là, les jeux étaient déjà faits et depuis longtemps, Sarreguemines était le chef-lieu du bailliage d'Allemagne.

Cependant, à cette époque, la hiérarchie administrative des villes était encore de faible amplitude. Chaque centre seigneurial disposait d'un tribunal complet mais d'envergure géographique locale. C'était le cas de St-Avold qui vit sa population retrouver rapidement ses niveaux antérieurs (1720) puis les dépasser.

Peut-être du fait de sa position routière, peut-être du fait de son aspect un peu plus urbain que beaucoup d'autres petites villes de la région, du fait aussi de son antériorité chronologique, St-Avold eut toujours une population supérieure à celle de ces autres villes, Sarrelouis exclue et depuis peu.

Mais elle ne creusa jamais la différence à un point tel que cela suffise à en faire un chef-lieu incontesté. C'est donc en fin de compte pour des raisons historiques, c'est-à-dire accidentelles, que la ville perdit ses quelques fonctions centrales et ses chances de croissance en trois temps, en 1697, en 1750, en 1790.

<sup>45</sup> Pont-à-Mousson possédait l'université soutenue par le duché de Lorraine dont la cour était installée à Lunéville et dont les sièges judiciaires et administratifs se trouvaient à Nancy.

<sup>46</sup> Non seulement Sarrelouis a été créée à partir d'une logique politique étrangère à la région, mais encore elle fut rattachée à la Prusse rhénane dès 1814, sortant du réseau urbain mosellan. De surcroît, on peut penser raisonnablement que si cette ville n'avait pas été créée, Wallerfangen, petite ville du XVII<sup>ème</sup> siècle (sur un site voisin de Sarrelouis), se serait reconstituée comme St-Avold et les autres villes régionales, après les guerres du XVII<sup>ème</sup> siècle. L'impact de Sarrelouis sur le réseau urbain lorrain fut donc restreint.

Ces dates furent décisives par leur impact sur l'organisme urbain.

D'une part, la faiblesse numérique de la présence d'autorités riches empêcha le développement d'un commerce important par limitation du pouvoir d'achat local, à une époque où la société était très différenciée, séparant une petite couche de résidents à haut niveau de vie d'un grand nombre d'impécunieux. Et même parmi ceux-ci, les plaideurs désormais appelés à se réunir au siège des nouveaux tribunaux, achèteraient ailleurs.

D'autre part, et plus gravement encore, l'absence de cette classe riche et résidentielle, rétrécit dans une certaine mesure le capital d'exploitation du commerce et de l'artisanat dont une part notable provenait de prêts de proximité, accordés aux artisans et commerçants qui parfois étaient totalement dépourvus de fonds propres.

A partir de là, dès 1750, la population de la ville qui s'était installée auparavant, survivant presque exclusivement de fonctions banales à faible rayonnement, était condamnée à la routine ; au moment même où l'innovation et l'injection de capital nouveau était à l'origine du développement des fabriques et plus tard de la révolution industrielle. En effet, localement, dès les années 1750/1780, la réglementation des corporations, accroissant les charges de celles qui étaient urbaines, les contraignait à l'évolution ou au laminage de leurs positions.

Les artisans de St-Avold, disposant de peu de capitaux locaux et exploitant un marché local impécunieux, ne purent alors que survivre médiocrement.

Dès l'époque de la Révolution et plus particulièrement dans les années 1820/1840, une nouvelle génération d'entreprises apparut dans la région. Or, les animateurs potentiels de ces entreprises étaient déjà peu nombreux, à St-Avold. Nous avons vu, du reste, que l'une des seules tentatives de création sur place, celle de la faïencerie, résulta de l'action de la famille du juge de paix local. Dans quelques autres cas repérables, on voit des étrangers immigrés à l'oeuvre, comme à Sarreguemines. Mais à St-Avold, contrairement à un chef lieu d'arrondissement, cette catégorie de population ne pouvait qu'être limitée quantitativement, dans une ville dépourvue de toute centralité, de tout dynamisme, donc de tout attrait.

Dès lors, le sort de la ville était scellé. Elle ne pouvait que suivre le cours d'une réduction progressive de la plupart de ses fonctions spécifiques et de son rayonnement, contesté sur sa périphérie par des bourgs dont le taux de croissance était plus fort.

Elle concentrait alors son énergie sur sa survie où l'agriculture, grâce à un complexe agro-pastoral nécessitant beaucoup de travail, eut toute sa place. Ainsi, la culture du maïs et de la pomme de terre, installée dès les années 1735-1745 et facilitée par la présence d'une nombreuse cavalerie militaire pourvoyeuse de fumier stimula l'élevage des porcs et des vaches. Toutes ces productions furent un élément important de la résistance locale de la ville et notamment de la population la plus pauvre. Mais cela rapprochait Saint-Avold d'une région rurale

Cependant, la maladie de la pomme de terre, à partir de 1844 et pour de longues années porta l'estocade en quelque sorte, à cette « stratégie empirique ».

De plus, durant la même période, l'arrivée des chemins de fer déçut bien des espérances, de même que les forages miniers des environs qui ne débouchèrent pas sur des productions réelles, du moins à St-Avold.

Autrement dit, malgré l'existence d'atouts régionaux (gisements de charbon, excellence de la position de la ville sur un grand axe de circulation), il n'y eut pas de facteurs externes qui eussent permis d'infléchir les tendances lourdes de la ville, durant le Second Empire, alors même que d'autres régions du département « décollaient ».

Aussi, la ville, en 1870 n'en finissait-elle pas de s'affaiblir. Le point d'orgue de cette phase ne fut atteint qu'en 1890 et la situation ne se transforma alors qu'à la suite d'une décision d'Etat.

Mais après tout, la population et particulièrement les élites auraient pu réagir. Dans un certain nombre de départements français, l'évolution urbaine a suivi la voie indiquée par l'Etat et privilégié les sous-préfectures, dans d'autres cas, d'autres facteurs ont été plus puissants<sup>47</sup>.

L'évolution de St-Avold, régressive dans une région en progrès, met en évidence que l'accélération du développement technique s'est accompagnée dès l'origine (aux XVIII-XIXème siècles), d'une grande « flexibilité » géographique des hommes.

Celle-ci a pris deux modalités différentes, selon les niveaux sociaux concernés.

D'une part, dans les élites, l'ascension sociale ou tout simplement la prospérité de certaines familles, ont amené leurs descendants à migrer vers des villes de plus grande taille ou d'autres régions, précocément, avant même que St-Avold ne devienne une ville nettement régressive.

Pourquoi ? Parce que leurs carrières passaient par un horizon géographique élargi, fonctionnaires, avocats ou marchands, ils étaient susceptibles de se déplacer un peu n'importe où<sup>48</sup>. Ils ne fuyaient pas la ville en perte mais partaient parce que leur horizon existentiel, conditionné par leur milieu social, dépassait absolument celui de la ville.

Ce phénomène d'émigration des élites concernait toutes les villes, y compris les plus grandes, qu'elles soient lorraines ou non, car c'était un phénomène social et européen, résultat d'une intégration, nationale ou internationale des élites<sup>49</sup>.

Mais, ce qui est plus spécifique à St-Avold et par delà, à toutes les villes en régression, c'est que l'émigration des résidents potentiels n'était pas compensée par une immigration équivalente d'élites venant de l'extérieur, notamment parce que la ville avait perdu ses fonctions de commandement administratif, donc parce que l'Etat ne nommait que peu de fonctionnaires à St-Avold.

Il faut cependant nuancer cette constatation par le fait que la ville est restée jusqu'en 1870, une de ces villes de l'est de la France où s'établissaient des officiers de l'armée à la retraite. Nous avons pu d'ailleurs observer que les rentes de nombreux officiers français, parfois apparemment sans aucune attache à la ville<sup>50</sup>, s'investissaient sur le marché financier local, grâce à l'action des notaires et compensaient ainsi, le manque de capital disponible à St-Avold, du fait de l'émigration des élites. Cependant, les officiers en retraite vouaient leurs enfants à des horizons

<sup>47</sup> Dans le Bas-Rhin, par exemple, le taux de croissance des sous-préfectures ne fut pas très différent de celui des autres petites villes (J.P. Kintz : *Pariisses et communes de France, Bas-Rhin*, Paris, 1977).

Bas-Rhin	1790-92	1866	Croissance (%)
3 sous-préfectures	11.910	16.141	135,5 %
7 villes suivantes	29.018	40.259	138,7 %

Par contre, dans les Deux Sèvres, durant la même époque, les villes choisies comme préfecture (Niort ne s'imposait pas sans contestations) ou comme sous-préfectures, eurent des taux de croissance notablement supérieurs aux autres centres urbains (P. Arches : *Les petites villes des Deux Sèvres, dans la première moitié du XIXème siècle*, in J.P. Poussou et P. Loupès : *Les petites villes, du Moyen-Age à nos jours*, Paris, 1985, pp 445-458).

La Moselle fut dans un cas intermédiaire, les sous-préfectures ayant eu de forts taux de croissance comme certaines petites villes ou bourgs à développement industriel et à la différence d'autres villes.

<sup>48</sup> Ainsi, au hasard des sources notariales (vente d'un jardin à St-Avold, le 19 juillet 1816), nous apprenons que des deux fils du chevalier Boisselier de Cornotte, ancien lieutenant d'infanterie, en 1783 au moment de la mort de sa femme qui était naborienne, l'un était devenu colon à St-Domingue avant de se réfugier en métropole où il était devenu sous chef de bureau à la préfecture d'Amiens, tandis que son frère était colonel au service du Roi de Wurtemberg.

<sup>49</sup> Ainsi, toujours au hasard des sources notariales, nous trouvons le 16 mars 1819, un contrat de mariage liant une fille des élites locales, Marguerite Renault, fille d'un ancien Adjudant-Général des armées françaises (révolutionnaires) et Frédéric Fuchs, Lieutenant-Colonel des Chevaux-Légers bavarois, de l'armée d'occupation. Ce mariage devait nécessairement entraîner l'émigration de cette fille de St-Avold, suivant son mari, dans les différentes affectations de sa carrière. Ici, il s'agissait d'un mariage triplement « mixte » puisqu'il alliait une catholique à un protestant (le contrat stipulait que les enfants issus du mariage devaient être élevés dans la religion du parent de même sexe), une française à un allemand et une fille d'une famille ayant fait carrière dans les armées révolutionnaires à un homme des armées contre-révolutionnaires. Une autre naborienne avait épousé l'émigrant De Villier, devenu professeur dans une université allemande, au XIXème siècle.

<sup>50</sup> Nous pensons ici notamment à ce capitaine d'Etat-Major de Nancy qui s'appelait Le Coat de Saint Haouen, qui n'était manifestement pas lorrain et qui investissait ses économies à St-Avold par le biais du notaire Spinga (10.700 frs en 5 prêts, en 1869, soit 15 % de l'investissement local, cette année là).

sociaux et géographiques qui dépassaient la petite ville de St-Avold, simple lieu de résidence passager pour une population structurellement nomade (les fonctionnaires).

D'autre part, le dynamisme économique n'est pas seulement produit par une disponibilité en capitaux. Il faut aussi un « esprit d'entreprise » qui ne pouvait caractériser, sauf exception, le groupe social des officiers en retraite. Enfin, le caractère de simple résidence de la ville s'opposa même occasionnellement à des expansions industrielles qui entraînaient certaines nuisances, redoutées par cette classe résidentielle et en opposition à la « classe ouvrière » (terme utilisé par certains naboriens)<sup>51</sup>.

Donc l'un dans l'autre, on peut affirmer que St-Avold a perdu une partie de ses élites dès l'époque révolutionnaire, voire antérieurement et ce tarissement de la frange de la population locale la plus dynamique, la plus capable socialement et financièrement de faire évoluer l'économie locale est directement à l'origine de l'affaiblissement de la ville à une époque où la région était plutôt prospère.

Et ce tarissement est le corollaire de l'intégration à l'échelle nationale des élites. Ainsi, très tôt, c'est l'Etat, en France qui a joué un rôle de redistribution à partir de la capitale, des élites et des capitaux. Ceux-ci affluaient vers les régions et les villes en expansion du fait de la structure géographique (ports, grands carrefours...) ou administrative (chefs-lieux) du territoire, du fait de la présence de ressources naturelles rentables dans le contexte économique (mines) et dans un espace économique unifié par l'Etat.

On peut estimer que cette animation de l'espace national par la métropole parisienne a hâté le progrès matériel général en concentrant l'investissement en capitaux et en moyens techniques dans les secteurs géographiquement et économiquement les mieux placés, les plus rentables, à chaque moment de la révolution industrielle. De ce point de vue, le fonctionnement de l'Etat français est le même depuis les guerres révolutionnaires qui ont pour la première fois posé un problème d'allocation des ressources (main d'oeuvre dans un contexte de mobilisation générale, subventions pour les investissements) jusqu'à la période actuelle.

La population, elle, s'est coulée dans ce moule, suivant les capitaux et les lignes de force du dynamisme, à l'échelle du territoire national ou a émigré, en fonction de liens familiaux, de familiarités linguistiques ou de penchants idéologiques.

D'autre part, les possibilités d'emplois locaux diminuant au fil du temps, entraînerent l'émigration d'une partie des classes populaires, mais plus tardivement. Ici, c'est l'appauvrissement de la ville, résultant de sa croissance démographique supérieure à sa croissance économique qui créa les conditions du mouvement, plus tardif et en quelque sorte plus passif. Mais cet affaiblissement du réservoir de main d'oeuvre local eut pour conséquence que les investissements industriels devenaient au fil du temps de moins en moins nécessaires, voire de plus en plus improbables, puisqu'ils étaient notamment attirés par les régions à main d'oeuvre nombreuse et pauvre, c'est-à-dire bon marché.

Ainsi, localement, ce sont les hommes qui se sont adaptés aux investissements et non l'inverse.

Ces trois facteurs que nous avons mis en évidence, l'insuffisante spécialisation de St-Avold (et de toute la Lorraine allemande), les choix de l'Etat (lorrain ou français), qui ont distribué les facteurs d'expansion urbaine au lieu de les concentrer, la faiblesse des réactions des populations locales à ces manipulations extérieures, sont finalement les trois causes essentielles de l'inaffirmation d'une personnalité régionale (similaire à celle de l'Alsace voisine, par exemple).

En effet, de deux choses l'une, où l'on voit dans un espace donné, l'affirmation d'une civilisation rurale particulière et particulariste, où l'on voit l'affirmation d'une civilisation d'essence urbaine.

<sup>51</sup> Cette opposition est révélée par les enquêtes « de commodo et incommodo ».

Dans le premier cas, cela suppose l'existence préalable d'un milieu géographique spécifique<sup>52</sup>. Or, localement, l'espace, dans l'est de la Lorraine, est ouvert à toutes les influences et n'a pas d'originalité. Il résulte plutôt d'une superposition toute en nuances de ces pénétrations extérieures. Sur les secteurs de plateau, on construisait et on cultivait comme en Lorraine romane. Dans les secteurs gréseux, on construisait et on cultivait comme dans les Vosges ou comme dans l'Allemagne hercynienne.

Alors, d'où pouvait venir le particularisme qui avait cependant une assise substantielle : la langue, sinon des villes où cette langue aurait pu être travaillée, cultivée, transcrite, aurait pu acquérir ainsi ses lettres de noblesses, horizon indépassable du champ social dans lequel vivaient les populations aussi bien françaises qu'allemandes<sup>53</sup>.

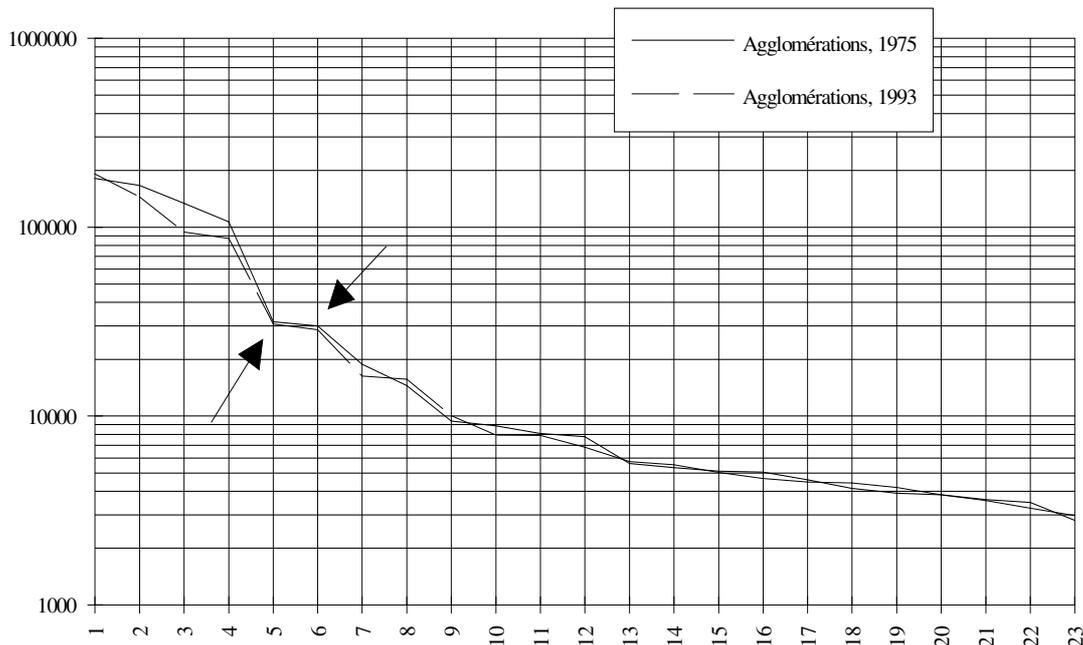
Or, le réseau urbain est resté tout au long de l'histoire peu hiérarchisé et dispersé sur un grand nombre de petites entités, aucune n'atteignant le seuil critique qui en aurait fait la capitale économique, administrative et intellectuelle de la Lorraine allemande.

Aussi, n'y eut-il jamais, régionalement, de volonté politique nécessaire à toute affirmation culturelle. Et la Lorraine allemande resta un espace inorganique sur le plan économique et anémique sur le plan politique. Sa structuration se fit de l'extérieur, en fonction de problématiques extérieures<sup>54</sup>.

L'échec de l'affirmation urbaine de St-Avold, c'est donc dans une certaine mesure aussi, l'échec de la formation d'une personnalité régionale visible, dans le cadre européen ou français.

### **Les agglomérations urbaines de la Moselle, aujourd'hui**

(Taille en ordonnées, rang en absisses, la position de St-Avold en 1975 (6) et en 1993 (5) est marquée par une flèche)



<sup>52</sup> On sait notamment que les milieux montagneux ont été des conservatoires culturels. Or précisément, c'est en Lorraine allemande que les montagnes péri-parisiennes (Vosges et Ardennes) s'affaiblissent pour quasiment disparaître.

<sup>53</sup> Le cas du Luxembourgeois, « création » de Luxembourg est éloquent, au delà du cas alsacien, tributaire de Colmar et Strasbourg où il existait des spécialisations régionales, le commerce du vin ou du Rhin.

<sup>54</sup> L'axe de circulation majeur en Lorraine allemande est celui-là même qui est le moins développé, un axe Thionville-St-Avold-Sarrebourg, au détriment de l'axe d'envergure européenne Paris-Francfort-Berlin, qui traverse la Lorraine allemande dans sa plus faible épaisseur.

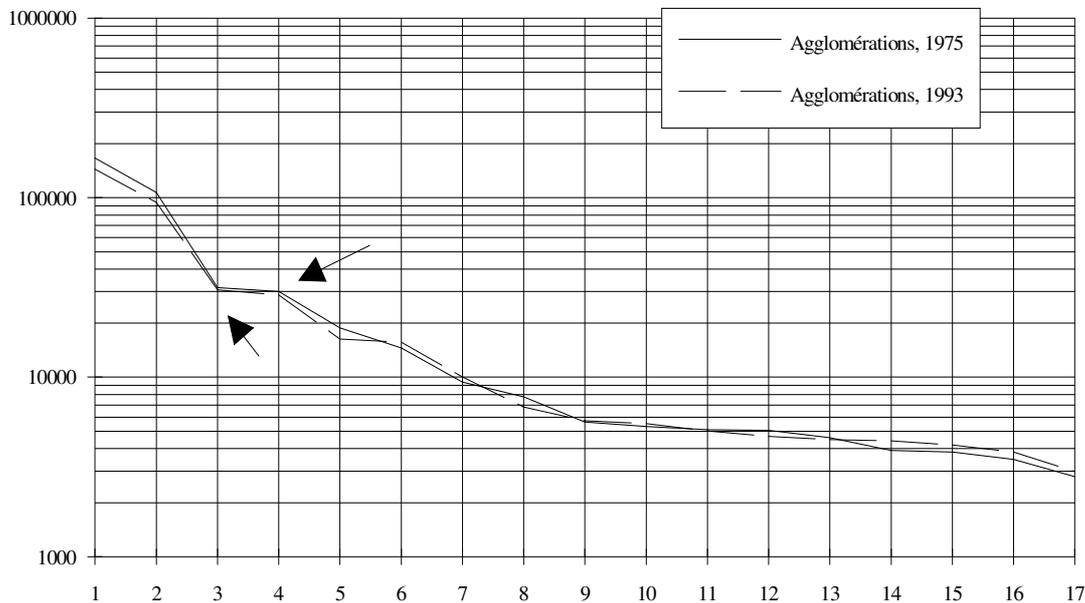
Cet échec était d'autant plus probable que l'Etat structurant, la France, était l'objet de la formation d'une nation qui intégrait les hommes, permettait une voie de sortie aux élites locales (et à tous les ambitieux) que l'étroitesse du milieu contraignaient à l'émigration.

Un siècle après, les effets conjugués du développement industriel français et de la forte fécondité locale ont abouti à la croissance générale de la population de lorraine allemande, dans un cadre urbain. Mais la dispersion des villes reste la même que jadis. L'industrie et les mines ont généré des nébuleuses d'agglomérations lâches et faiblement hiérarchisées entre elles.

Sur les 23 agglomérations urbaines de Moselle (de plus de 2800 habitants<sup>55</sup>), 17 (74 %) sont situées en Lorraine allemande (environ 55 % du territoire). Dans ce cadre, l'agglomération de St-Avold fait jeu égal avec celle de Sarreguemines. Autrement dit, la ville a repris au XXème siècle la place qu'elle avait perdu au XIXème, d'abord grâce à l'armée après 1890, puis grâce à la fonction publique, progressivement, aux sièges d'entreprises (CDF-chimie, Altulor) et aux investissements étrangers, après 1945.

### Les agglomérations urbaines de Lorraine allemande, aujourd'hui

(Taille en ordonnées, rang en absisses, la position de St-Avold en 1993 est marquée par une flèche)



<sup>55</sup> Ce sont les agglomérations considérées comme urbaines par l'INSEE, en 1975 (résultats du recensement de 1975 pour la Moselle).

## TABLE DES MATIERES

	<b>Avant-propos, sources et bibliographie</b>	<b>2</b>
1)	Etat de la question, problématique	2
2)	Sources et références bibliographiques (complètes sur les exemplaires originaux). Abréviations. Sources d'archives. Sources manuscrites et lithographies. Sources imprimées. Références bibliographiques. Ouvrages ayant servis à l'introduction Bibliographie générale.	8
	<b>Introduction</b>	<b>12</b>
<b>1)</b>	<b>Présentation historique et géographique de la ville</b>	<b>12</b>
<b>2)</b>	<b>La signification des crises du XVIIème siècle, pour une petite ville comme St-Avold</b>	<b>21</b>
A	Dépression et reprise démographique à St-Avold, au XVIIème siècle	21
B	Continuité et discontinuité des fonctions urbaines	28
a)	La continuité fiscale et administrative	
b)	L'évolution de l'économie urbaine	30
	<i>Conclusion</i>	40
<i>1ère partie</i>	<i>LES FLUCTUATIONS DEMOGRAPHIQUES, entre 1685 et 1870/90</i>	<i>43</i>
<b>I</b>	<b>RECONSTITUTION DE L'EVOLUTION GLOBALE DE LA POPULATION</b>	<b>43</b>
1)	Les données disponibles	43
2)	Le nombre des feux	47
3)	Calcul de la valeur du feu moyen	49
4)	Interprétation et estimation	54
	<i>Conclusion : l'évolution des feux et de la population de St-Avold</i>	<i>56</i>
<b>II</b>	<b>ANALYSE DU MOUVEMENT NATUREL DE LA POPULATION</b>	<b>60</b>
1)	Tendance générale de la natalité	60
2)	L'opposition du Warndt et du plateau	62
3)	L'évolution des mariages	66
4)	Evolution de la mortalité	70
<b>III</b>	<b>LE MOUVEMENT MIGRATOIRE : LES RAPPORTS DE LA VILLE AVEC SON ENVIRONNEMENT</b>	<b>78</b>
1)	Evaluation du solde migratoire	78
2)	Les directions des relations urbaines	80
	<i>Conclusion</i>	<i>91</i>
<b>IV</b>	<b>L'ECHEC NABORIEN EST-IL UN CAS ISOLE ?</b>	<b>92</b>
	<i>Conclusion générale de la première partie</i>	<i>98</i>
<i>2ème partie</i>	<i>LES FLUCTUATIONS ECONOMIQUES, entre 1685 et 1870/90</i>	<i>99</i>
	Introduction : les évolutions globales	99
<b>I</b>	<b>L'AUTOSUBSISTANCE URBAINE</b>	<b>104</b>
1)	Impact social de l'agriculture naborienne	105
2)	Types de cultures et d'élevages	109
3)	Evolution du complexe agro-pastoral	112
4)	Les journaliers	120
5)	Le rapport des Naboriens à la terre, vers 1870	124
<b>II</b>	<b>LES TRANSPORTS ET L'EVOLUTION DU CARREFOUR NABORIEN</b>	<b>129</b>
1)	L'évolution du carrefour routier	131
2)	Le transit urbain au XIXème siècle	135
3)	Le raccordement de St-Avold aux chemins de fer	147
	<i>Conclusion</i>	<i>152</i>
<b>III</b>	<b>L'EVOLUTION DE L'ARTISANAT DE TRANSFORMATION ET DU BATIMENT</b>	<b>154</b>
1)	Les confréries professionnelles	154
2)	Le poids de l'artisanat naborien à travers la conjoncture	166

